

Burundi : Rien ne semble pouvoir arrêter la fuite en avant de Nkurunziza

PANA, 18 juillet 2015 Le Burundi s'installe à la croisée des chemins Dakar, Sénégal - Dans un contexte politique marqué depuis fin avril par une grave crise politique et une tentative avortée de coup d'État, véritable coup de poker général, ancien chef d'État-major insoumis, avec à la clef la mort d'une quarantaine de personnes, le Burundi se trouve à la croisée des chemins. La pomme de discorde de la classe politique n'est autre que cette quatrième élection présidentielle, "le mandat de trop", de l'avis de l'opposition, "celui de la concrétisation et de l'achèvement des réalités entamées", remplissent les partisans du chef de l'État, Pierre Nkurunziza.

Son ancien chef d'État-major, limogé quatre mois plus tôt pour avoir recommandé au maître du "Palais Gasenyi" de renoncer à briguer un troisième mandat, entendait prendre sa revanche sur l'histoire. Inscrit pour les opposants. Contre vents et marées, Pierre Nkurunziza tente de respecter l'agenda politique, malgré l'obstination de son opposant principal à en découdre avec les forces de l'ordre pour qu'il ne signe pas un nouveau bail de 10 ans avec son pays. Considéré par l'opposition burundaise comme un "passage en force et une décision unilatérale", le nouveau calendrier électoral fixant la présidentielle au 15 juillet de cette année, l'a, dans un premier temps, repoussé au 21 juillet. Entendre, dans ce temps, les miliciens proches de l'actuel président continuent de semer la terreur et la désolation. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a vu deux de ses membres démissionner. Les médias indépendants les plus critiques vis-à-vis du pouvoir ont enregistré des destructions de leurs locaux et le saccage de leur matériel de travail. L'insécurité, du coup, est devenue le lot de tous les opposants au régime de Pierre Nkurunziza qui, manifestement, n'a guère retenu la leçon du Burkina-Faso où, six mois plus tôt, Blaise Compaoré avait été balayé par ses frères d'armes à la faveur d'une insurrection civique. Scrutin sincère ? Comment dès lors ne pas tenir compte des propos de ce leader de l'opposition, Agathon Rwasa qui, agissant face à la situation burundaise, indiquait : "on ne refuse pas les élections, mais il y a des conditions qui doivent être remplies !" "Comment aller aux élections quand les gens sont assassinés, alors que les "imbonerakure" ("ceux qui voient loin", en langue kirundi), membres de la ligue de la jeunesse du parti présidentiel (CNDD-FDD) sont encore armés, lorsqu'il n'y a plus de CENI, lorsque les médias indépendants, détruits, ne sont pas encore rétablis, lorsque les leaders ne sont pas sécurisés". Charles Nditije ex-président de l'UPRONA, principal parti tutsi et désormais allié de Rwasa au sein de la coalition des "Indépendants de l'Espoir" embouche la même trompette et annonce "la fuite en avant" du chef de l'État, qui n'a cure ni de la clameur de la rue, ni de la même des déshonrements au sein de son parti miné par des défiances, ni des conseils prodigués par ses pairs de la Communauté des États d'Afrique de l'Est qui, lors du sommet de Dar es Salaam (Tanzanie) l'avaient invité à négocier avec son opposition, en vue d'une "élection apaisée". La menace de ne pas participer, en l'État, aux élections a été brandie. "On va tout faire plutôt pour qu'elles n'aient pas lieu, car c'est une mascarade", avance, amer, Charles Nditije qui prend à tout le moins la communauté internationale et l'invite à ne pas valider les résultats des élections et des scrutins législatifs et municipaux ont été tenus le 29 juin, dans un climat de violences. Plusieurs années de guerre civile ont été vécues. Me Vital Nshimirimana, un des dirigeants du collectif "Halte au 3e mandat" qui rassemble la société civile et les syndicats, annonce de son côté "la décision unilatérale et le forcing" du président Nkurunziza et estime que la CENI, amputée de deux de ses membres, qui ont fui le pays, ne dispose plus du quorum indispensable pour superviser les élections et perd du coup sa légitimité. Parce qu'il veut à tout prix éviter le vide institutionnel, son mandat prenant fin le 26 août prochain, Pierre Nkurunziza semble faire fi de tous les signaux, voire du bilan des 70 morts et 14.000 déplacés, qui rappelle le tout récent passé tragique vécu par son pays et dont se souvient encore la population burundaise. En effet, en 1993, suite aux premières élections libres et pluralistes organisées au Burundi et remportées par Melchior Ndadaye, candidat hutu du Front pour la Démocratie du Burundi (FRODEBU), le pays avait basculé dans la spirale de la violence et l'absurdité d'une guerre civile, sur fond de rivalités ethniques entre hutu et tutsi. Les premiers accords, tenant compte de l'équilibre ethnique, notamment celui de 1994 établi par les Nations Unies, seront tour à tour signés, sans mettre fin aux massacres ponctués par deux coups d'État en 1995 et 1996 qui ouvrent l'ère des pourparlers de 1998 menés par les présidents tanzanien et sud-africain, à l'époque Julius Nyerere et Nelson Mandela. Ces pourparlers aboutissent à la signature de l'accord de paix de 2000 à Arusha (Tanzanie), sous l'égide de Nelson Mandela, non sans que, entre temps, le Burundi ne fasse l'objet d'un embargo, dans le but de mettre fin aux hostilités auxquelles l'armée avait pris une part non négligeable. Par Amadou GAYE